

Notice 20

L'Asie

A bien des égards, l'Asie et tout particulièrement l'Asie orientale semble aujourd'hui dominée par le poids et la puissance de la Chine, comme en quelque sorte « sino-centrée ». Toutefois, la Chine n'est pas le seul pays émergent du continent, loin s'en faut : l'Inde, l'Indonésie, mais aussi la Russie et le Kazakhstan y sont devenus, tout particulièrement au cours de la dernière décennie, des acteurs majeurs, du moins notables auxquels viennent s'ajouter des États traditionnellement puissants ou influents comme le Japon, la Corée du Sud ou la Thaïlande. Les États-Unis y demeurent néanmoins le principal garant de la sécurité, en dépit d'une détérioration relative de leurs positions commerciales et diplomatiques ainsi que des difficultés qu'ils affrontent en Afghanistan et au Pakistan.

De fait, la montée en puissance de la Chine, manifeste depuis le début des années 2000 a accéléré la volonté américaine de se désengager des théâtres irakien puis afghan pour se concentrer – certains diront se réengager, l'administration Obama parlant de « pivot asiatique » puis de *rebalancing* – sur l'Asie-Pacifique au sens large, des côtes africaines de l'Océan Indien (Djibouti) au Pacifique occidental (Japon, Corée du Sud, Guam et maintenant Darwin). Washington a décidé, en 2012, d'y déployer 60 % de ses moyens militaires, notamment maritimes, contre 40 % pour le reste du monde. Et bien que la rapide ascension de la Chine ait approfondi les asymétries stratégiques et économiques de ce continent, elle a aussi provoqué un certain nombre de rééquilibrages, ou tentatives de rééquilibrage, que ce soit en Asie du Nord-Est (péninsule coréenne), du Sud-Est (Vietnam, Birmanie), du Sud (Inde) ou même dans le Pacifique (Australie) et en Asie centrale (Ouzbékistan). Ainsi, quoique nettement plus structurée autour de la concurrence stratégique sino-américaine, l'Asie est aussi devenue plus multipolaire et les relations entre États asiatiques sont plus fluides qu'au début des années 2000.

Asie du Nord-Est

L'Asie du Nord-Est concentre d'une certaine manière tous les paradoxes du continent : coopération économique croissante et tensions stratégiques persistantes. D'une part, les économies japonaise, sud-coréenne, et évidemment nord-coréenne sont plus interdépendantes que jamais de leur homologue chinoise, Pékin étant devenu, depuis le milieu des années 2000, le premier partenaire commercial de Tokyo comme de Séoul. Presque mécaniquement, cette réalité commence à avoir des conséquences sur le plan diplomatique comme en témoigne l'expression de certaines retenues ou de priorités par ces capitales à l'occasion de frictions territoriales ou de poussées nationalistes. Ainsi, depuis 2008, c'est-à-dire le début de la crise financière mondiale et la mise en place du G20 tel que celui-ci est aujourd'hui configuré, le Japon, la Corée du Sud et la Chine se concertent régulièrement et à un haut niveau – souvent ministériel et parfois au sommet – sur toute une série de questions financières et monétaires. C'est également en 2008 que les gouvernements chinois et japonais sont parvenus à un accord de principe pour geler leur différend maritime autour de la zone économique exclusive (ZEE) de Chunxiao/Shirakaba en mer de Chine orientale : Pékin a adopté la thèse du plateau continental et Tokyo celle de la ligne médiane, tout en admettant le principe d'une exploration et d'une exploitation communes de cette zone contestée. L'arrivée au pouvoir du Parti démocrate japonais (PDJ) en 2009 et le projet de communauté asiatique cher au Premier ministre Yukio Hatoyama ont aussi contribué à détendre alors les relations sino-japonaises. A l'automne 2012, la Chine a inauguré le passage du flambeau à une nouvelle génération de dirigeants conduite par le tandem Xi Jinping (Président et Secrétaire général du PC)/Li Keqiang (Premier ministre) (v. Focus Chine) et détermi-

née à poursuivre l'intégration régionale et les réformes économiques. Portées sur le devant de la scène lors du sommet de l'Apec (l'organisation « Coopération économique pour l'Asie-Pacifique »), à Vladivostok, en septembre 2012, les nouvelles ambitions de la Russie en Asie-Pacifique se sont traduites par le développement de la coopération économique et surtout énergétique entre Moscou et, successivement, le Japon, la Chine, la Corée du Sud, et aussi peut-être à terme, la Corée du Nord ; cette dernière a approuvé, en août 2011, le principe de la construction d'un gazoduc russe à travers la péninsule.

D'autre part, les tensions stratégiques restent fortes, voire s'approfondissent. Pyongyang n'a en rien assoupli sa position sur la question nucléaire, poursuivant, bien au contraire, tirs et essais (fusée : avril 2009, nucléaire : mai 2009) et multipliant les provocations, notamment en 2010 (torpillage de la corvette sud-coréenne Cheonan en mars et bombardement de l'île de Yeongpyong en novembre), à l'encontre du gouvernement sud-coréen. Celui-ci est conduit, depuis 2007, par Lee Myung-bak, un président plus pro-américain que ses prédécesseurs et donc peu désireux de poursuivre leur politique d'ouverture (*sunshine diplomacy*), jugée naïve et par trop conciliante. Les pourparlers à six (les deux Corée, Chine, États-Unis, Japon et Russie) sont de fait suspendus depuis décembre 2008 et Pyongyang a confirmé en novembre 2010 l'existence d'un second programme nucléaire (filière uranium enrichi). La prudente reprise des discussions bilatérales américano-nord-coréennes et intercoréennes en 2011-2012 n'a pas encore permis le redémarrage des pourparlers dans ce domaine. Et le décès du *leader* nord-coréen Kim Jong-il, en décembre 2011 et auquel a succédé son fils Kim Jong-un n'a pas permis, pour l'heure, de débloquent réellement la situation, la Corée du Nord procédant en avril 2012 à un tir (raté) de fusée, officiellement destiné, comme en 2009, à mettre un satellite sur orbite. Cet essai est intervenu en dépit de l'assouplissement, peu avant, de la position américaine et de l'accord trouvé fin février 2012 entre négociateurs de Pyongyang et Washington. Moyennant une livraison américaine de 240 000 tonnes de céréales, la Corée du Nord s'engageait à la suspension de ses essais nucléaires et de missiles et à un moratoire sur son programme uranium.

Parallèlement, pour mieux affirmer sa puissance, la Chine a été tentée de revenir sur le gel décidé par Deng Xiaoping en 1978 portant sur le différend territorial des îles Senkaku/Diaoyu, laissant notamment, en septembre 2010, ses bateaux de pêche s'introduire dans la zone des 12 miles marins et y contester ainsi la juridiction japonaise. La « nationalisation » par le gouvernement japonais deux ans plus tard de trois des Senkaku a provoqué une nouvelle montée de la tension. La lancinante stagnation économique japonaise face à une Chine qui continue, malgré un ralentissement progressif, de se développer rapidement (7,5 % de croissance en 2012 contre 9 % en 2011) ainsi que la multiplication des « visites » en principe « innocentes » des bateaux de l'Armée populaire de libération (APL) dans les ZEE et parfois les eaux territoriales revendiquées par Tokyo continuent d'alimenter dans l'archipel le syndrome de la menace chinoise. Celui s'inscrit dans un contexte politique intérieur marqué par les faiblesses et les divisions du PDJ ainsi que par la tragédie nucléaire de Fukushima (mars 2011). Pas moins de trois premiers ministres se sont succédé depuis 2009 : Yukio Hatoyama, Naoto Kan qui dûit démissionner après Fukushima et Yoshihiko Noda en poste depuis août 2011, sans compter la défection d'un des poids lourds du PDJ, Ichiro Ozawa en juin 2012. En Chine, la chute de Bo Xilai, membre du Comité central du PCC, en mars 2012, n'est pas non plus de nature à favoriser un processus interne de réforme politique, ni à assouplir la position de Pékin sur les grands dossiers internationaux et régionaux. De plus, Pékin a tiré parti des mauvaises relations intercoréennes pour renforcer la dépendance économique de Pyongyang à son endroit même si, peu avant sa mort, Kim Jong-il avait cherché à rééquilibrer ses liens politiques et économiques en faveur de la Russie (rencontre avec le président Dmitry Medvedev à Oulan Oude en août 2011). Bien qu'elle puisse ouvrir la porte à un prudent processus de réformes « à la chinoise » notamment depuis le limogeage, en juillet 2012, du vice-maréchal Ri Yong-ho, le principal partisan de la politique dite de « l'Armée d'abord » (*songun*), la consolidation progressive du pouvoir de Kim Jong-un a peu de chances d'aboutir au desserrement de la tutelle chinoise dans les années qui viennent,

sauf évolution majeure du pouvoir nord-coréen. Enfin, et plus généralement, le territoire maritime des pays de l'Asie du Nord-Est comme de l'Asie du Sud-Est (voir *infra*) est devenu un pôle majeur de tensions entre les différentes parties concernées. Sur ce dossier, Pékin se fait particulièrement agressif, ses agences de surveillance maritime s'y montrant de plus en plus actives et hésitant moins à apporter leur soutien aux activités illégales des bateaux de pêche chinois, que ce soit dans les ZEE japonaises, nord et sud-coréenne, voire même, russes. Mais Moscou n'est pas en reste, elle qui a réaffirmé sa souveraineté sur les Kouriles du Sud (visite du président Medvedev à Kunashiri en novembre 2010) au grand dam de l'opinion publique comme du gouvernement japonais qui croit toujours à un possible compromis sur ce dossier ; celui-ci consisterait à ce que la Russie lui rende finalement Abomai et Shikotan, les deux plus petites des quatre îles méridionales de cette chaîne, comme l'avait déjà suggéré Nikita Khrouchtchev en 1956 puis Boris Eltsine au début des années 1990. Mais l'heure n'est pas au compromis, loin s'en faut, au Kremlin comme au sein d'une société russe bien plus nationaliste qu'à sa sortie de l'ère soviétique. Ce sont autant d'évolutions de nature à renforcer les alliances stratégiques entre Washington, Tokyo et Séoul, même si ces deux dernières capitales continuent d'éprouver en 2012 d'importantes difficultés à faire accepter à leur opinion publique – surtout en Corée du Sud – une plus grande coopération bilatérale directe en matière de sécurité. Ces évolutions concourent également à nourrir les durables arrière-pensées de Moscou à l'égard de Pékin.

La seule évolution récente sur ces lignes de front traditionnelles se situe peut-être à Taiwan. En effet, depuis 2008, l'élection du président Ma Ying-Jeou et le retour au pouvoir du Kuomintang ont facilité un véritable « rapprochement » politique et économique entre Taipei et Pékin, alimentant les doutes de Washington sur la viabilité à long terme de sa relation stratégique avec l'ancienne île-refuge du général Tchang Kaï-chek. La confortable réélection de Ma (54 %) en janvier 2012 face à sa rivale du Parti démocrate progressiste, de tendance indépendantiste, Tsai Ying-wen, a garanti la poursuite du processus en cours. Toutefois, on doit prudence garder quant aux chances pour Pékin et Taipei de trouver un accord politique tant cette détente reste armée. Les Taiwanais continuent d'acheter de nombreux équipements militaires lourds aux Américains (12 milliards de dollars depuis 2008) tandis que les problèmes de fond demeurent insolubles, la République populaire contestant toujours l'existence même de la République de Chine, nom officiel de Taiwan.

Asie du Sud-Est

L'Asie du Sud-Est a sans doute connu, pour sa part, plus de changements au cours du dernier lustre. Là encore, force est de reconnaître, d'une part, l'intégration croissante des économies de l'Asean entre elles mais aussi avec le reste de l'Asie : le Japon, la Corée du Sud et surtout la Chine. La part des échanges commerciaux intra-régionaux en Asie orientale se situe désormais autour de 50 %, mais ce niveau d'intégration reste bien inférieur à celui de l'Union européenne. La République populaire joue un rôle déterminant dans ce processus d'approfondissement des liens économiques en particulier pour ce qui concerne les exportations comme les importations de ces pays ; la Chine a accru parallèlement la part de ses ventes vers les autres régions du monde entre 2000 et 2010 (UE, États-Unis, Amérique latine et Afrique). Ainsi, est-elle devenue le premier partenaire commercial de quasiment l'ensemble des pays asiatiques, devant les États-Unis ou le Japon. Ceci n'empêche pas les pays de l'Asean de s'inquiéter des effets déstabilisateurs de l'accord de libre-échange avec la Chine entré en vigueur en 2010.

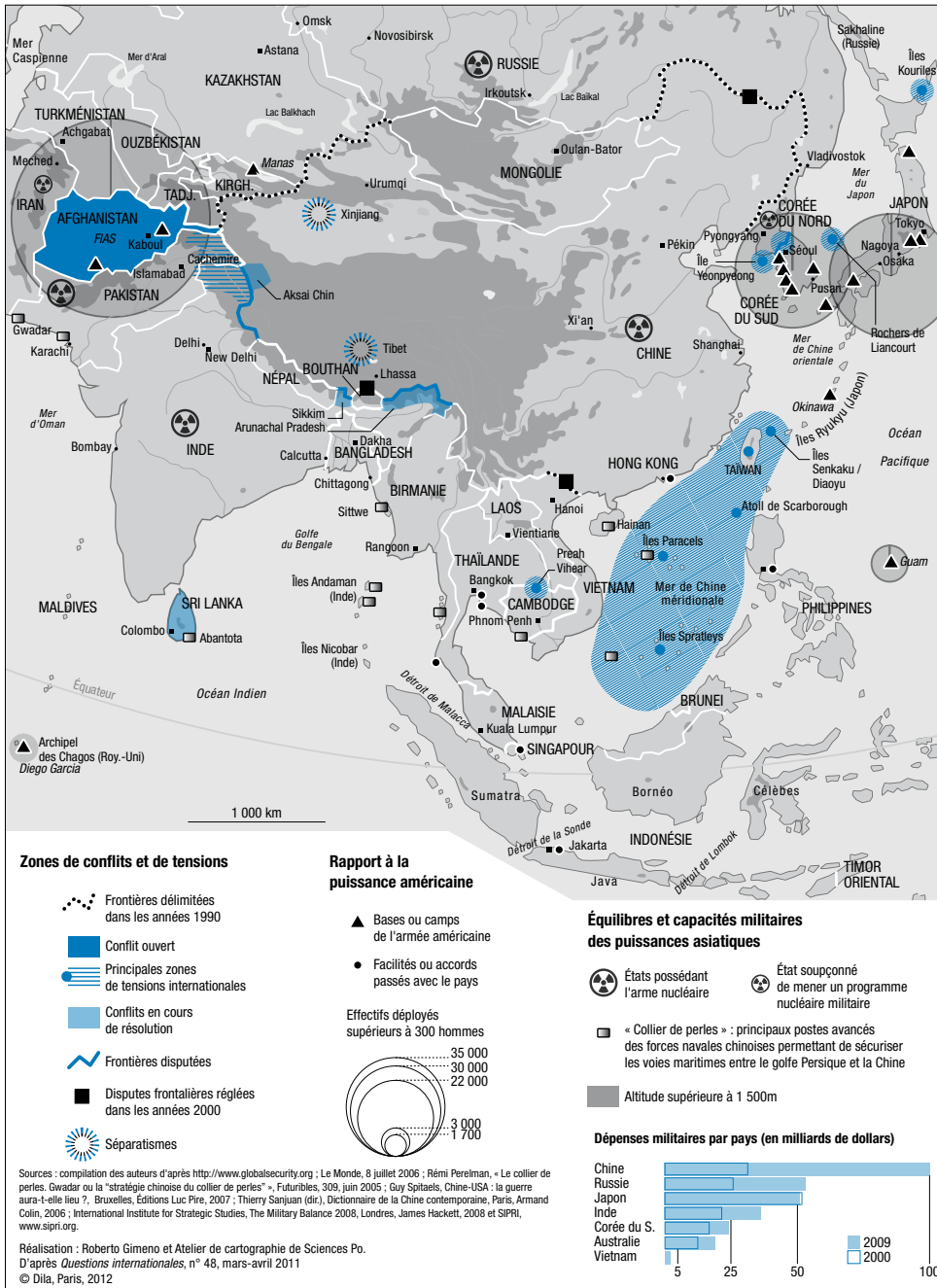
La mer de Chine méridionale : objet de tous les litiges et condensé des ambitions chinoises

Plus encore, l'ascension de la Chine et son affirmation de puissance en mer de Chine méridionale ont alimenté les suspicions sud-est asiatiques sur les intentions de leur grand voisin, contribuant à resserrer les liens stratégiques ou les complicités diplomatiques entre Washington et la plupart des capitales de l'Asean. Prélude à cette évolution, au printemps 2009, le navire (non armé) de l'US Navy, l'*Impeccable* était intercepté par des bateaux de pêches chinois qui agissaient sur ordre de l'APL et donc des autorités afin de lui signifier d'interrompre ses activités de surveillance dans les eaux internationales situées au large de l'île de Hainan (où se trouve la principale base chinoise de sous-marins) dans le périmètre de la ZEE revendiquée par Pékin. Cet incident rappelait à bien des égards celui de l'EP-3, du nom de l'avion-espion américain intercepté et endommagé par un chasseur chinois le 1^{er} avril 2000 dans l'espace aérien international de la même zone de la mer de Chine du Sud et qui dût atterrir d'urgence au sud de l'île de Hainan (l'équipage fut retenu en Chine dix jours avant d'être libéré au terme d'intenses et difficiles négociations). L'intention de la Chine est claire : contester l'interprétation occidentale (et majoritaire) du droit de la mer qui ne limite pas les activités des marines de guerre dans les eaux internationales quand bien même celles-ci font partie des ZEE revendiquées par les pays riverains ; et de ce fait, éloigner le déploiement militaire américain de ses côtes surtout là où l'APL pourrait être tentée de faire usage de la force. L'autre objectif majeur de Pékin est d'imposer ses revendications territoriales aux autres États riverains par une domination physique de cette mer (v. Focus Chine). Les incidents entre garde-côtes chinois (relevant de diverses agences de surveillance maritime) et bateaux de pêche ou d'exploration vietnamiens et philippins ont émaillé les années 2010 et 2011. Le sommet de l'association des nations de l'Asie du Sud-Est (Asean) à Hanoi en juillet 2010 et les propos que la secrétaire d'État américaine Hillary Clinton – celle-ci s'efforçant de rassurer les pays d'Asie du Sud-Est – mais aussi le ministre chinois des Affaires étrangères Yang Jiechi y ont tenus – celui-là rappelant le différentiel de puissance entre la Chine et ces États – illustrent cette préoccupante évolution.

Les États-Unis et le « pivot » asiatique

Pour les États-Unis, la montée en puissance de la Chine et son activisme en mer de Chine du Sud ont constitué le facteur déterminant de leur volonté de « retour » en Asie, de l'élaboration de la thèse du « pivot » asiatique avancée par le Président Obama en Australie en novembre 2011 puis de celle du « rééquilibrage » (*rebalancing*) stratégique en faveur de l'Asie-Pacifique annoncée par le secrétaire américain à la Défense, Leon Panetta, lors de la séance de juin 2012 du « Shangri La Dialogue » organisé chaque année à Singapour par l'International Institute of Strategic Studies (IISS) de Londres. Pour la Chine, le jeu est plus compliqué : elle cherche à la fois à signifier à ses voisins la nouvelle donne stratégique tout en les rassurant autant que faire ce peut pour ne pas favoriser la mise en place d'une nouvelle confrontation bipolaire sino-américaine en Asie orientale, dont elle ne saurait tirer profit. Elle éprouve des difficultés à maintenir un équilibre entre ces deux objectifs, comme l'a montré la confrontation en mai-juin 2012 entre les marines puis garde-côtes chinois et philippins autour de l'atoll Scarborough (*Scarborough Shoals*), navires dépêchés sur place pour protéger leurs pêcheurs respectifs. Manille comme Pékin revendiquent ces terres émergées et la ZEE qui les entoure. Venant compliquer le différend, la Chine qui nomme ces terres Huangyang, les considère comme des îles quoiqu'il s'agisse plus d'un groupe de rochers ou d'écueils au regard du droit international et de la Convention des Nations unies sur le droit de la mer de Montego Bay (1982). Cet incident a avant tout montré que le gouvernement chinois accorde plus d'importance à l'extension de son domaine de pêche dans les ZEE qu'il revendique qu'aux opinions publiques des pays de l'Asean, notamment vietnamienne et philippine, ainsi qu'au maintien de relations cordiales avec ces proches voisins.

L'environnement stratégique de la Chine



A la suite de ces incidents en mer, des manifestations anti-chinoises se sont déroulées non seulement à Manille mais aussi, pour la première fois, en 2010-2011, à Hanoi, où pourtant la société civile reste autrement plus embryonnaire. De fait, la volonté affichée à Pékin comme dans les capitales d'Asie du Sud-Est de mettre en place un véritable code de conduite sur la base de la « Déclaration sur la conduite des parties en mer de Chine méridionale » de Pnomh Penh de 2002, volonté réaffirmée au sommet de l'Asean de juillet 2011 et confirmée à celui de 2012, ne semble pas de nature à mettre fin aux grignotages progressifs de Pékin et à l'instauration d'une tutelle chinoise de fait sur l'ensemble de la mer de Chine méridionale. Et ceci quand bien même le ministère chinois des Affaires étrangères s'efforce depuis le début de 2012 de préciser les revendications chinoises et de prendre ses distances à l'égard de la fameuse « carte à neuf traits » héritée des prétentions affichées par le régime nationaliste de Tchang Kaï-chek et rendues publiques en 1947. Pékin n'en continue pas moins de revendiquer toutes les terres émergées de la mer de Chine du Sud et reste volontairement ambigu sur les droits qui en découlent en matière de ZEE. Quoiqu'il en soit, la création au printemps 2012 d'un nouveau district administratif de la République populaire coiffant les Paracels (Xisha) et les Spratlys (Nansha), puis l'établissement, en juillet 2012, d'une véritable garnison de l'APL dans le premier archipel (que la Chine a arraché militairement au régime sud-vietnamien en 1974, un an avant sa chute) n'augurent pas d'une attitude plus accommodante de la part de Pékin. Si cette nouvelle ambition chinoise risque de provoquer des incidents armés dans les années qui viennent, on voit mal, ceci étant, les États-Unis décider de sortir de leur prudente neutralité au sujet des multiples différends territoriaux en mer de Chine du Sud. Sauf si Pékin s'aventure à y remettre en question ou contrarier la « liberté de navigation » – ce que cette capitale s'est engagée à plusieurs reprises à respecter – Washington ne saurait intervenir directement dans les pourparlers bilatéraux ou multilatéraux entre la Chine et les États de l'Asean qui revendiquent partie ou totalité des terres émergées de cette mer. Aujourd'hui, les États-Unis ne peuvent que créer un environnement global plus rassurant mais, dans chaque cas d'espèce, les pays d'Asie du Sud-Est sont laissés à eux-mêmes et restent incapables de s'unir pour imposer à la Chine un rapport de forces plus favorable à leurs intérêts.

Face à la montée en puissance de l'APL, les capitales sud-est asiatiques modernisent également leur outil militaire, et notamment naval, faisant appel à un nombre plus varié de fournisseurs de matériels lourds (États-Unis, Russie, France, Royaume uni). C'est le cas, en particulier, du Vietnam, de la Malaisie, de Singapour et surtout de l'Indonésie qui, capitalisant sur son contrôle partiel ou total d'importants détroits (Malacca, Lombok, Sonde), entend devenir la grande puissance politique, économique et stratégique de l'Asie du Sud-Est.

Ebauche d'ouverture en Birmanie

L'évolution majeure de ces dernières années a été celle de la Birmanie. Depuis 2010, le régime de Rangoon a opéré une transition politique qui n'est pas sans relation avec le relâchement de ses liens avec Pékin, traditionnellement très étroits. La libération, en novembre 2010, de la principale figure de l'opposition birmane, Aung San Suu Kyi, puis l'arrivée au pouvoir, en mars 2011, du président Thein Sein ont inauguré une période d'ouverture politique sans précédent : de nombreux prisonniers politiques ont été élargis, les libertés publiques (presse, association, manifestation) peu à peu restaurées et des élections législatives partielles ont été organisées en avril 2012, permettant à Aung San Suu Kyi d'être élue députée. Ayant laissé cette dernière, depuis son élection, jouer un rôle politique et diplomatique grandissant, le gouvernement birman souhaite améliorer ses relations non seulement avec l'Occident, à la faveur de la levée progressive des sanctions américaines et européennes, mais aussi avec ses partenaires de l'Asean. Ainsi, nombre de responsables politiques occidentaux se sont succédé à Rangoon et à Naypyidaw, la capitale politique du pays, parmi lesquels la secrétaire d'État américaine, Hillary Clinton, le Premier ministre britannique David Cameron ainsi que le ministre français des Affaires

étrangères Alain Juppé. Dans ce nouveau contexte, l'annonce par le gouvernement birman, au printemps 2012, de l'annulation d'un vaste projet de barrage construit par les Chinois peut être interprétée comme un prolongement international emblématique des changements politiques internes en cours. Néanmoins, il est probable que la Birmanie continue aussi de maintenir un équilibre entre ses grands voisins chinois et indien, qui tous deux allient pragmatisme et réalisme dans leurs rapports avec ce pays et la complexe géographie ethnique qu'il abrite. Ainsi, la construction par la Chine de l'oléoduc qui devrait prochainement relier le port birman de Sittwe au Yunnan suit son cours et le projet de ligne ferroviaire entre Kunming et Rangoun reste d'actualité. Quant à la recrudescence des revendications autonomistes ou indépendantistes des minorités Shang, Karen et Kaching favorisée par la récente évolution politique et les problèmes frontaliers que ces nouvelles tensions engendrent ainsi que les trafics de toutes sortes qu'elles alimentent, contraignent les gouvernements birman et chinois à maintenir une étroite concertation. Delhi comme Pékin poursuivent avec Rangoun une importante coopération militaire qui est aussi appelée à durer, même si, à terme, elle pourrait être amenée, toutes proportions gardées, à diminuer.

Asie du Sud et Afghanistan

Plus encore qu'auparavant dominée par l'Inde (v. Notice 24), l'Asie du Sud a connu des évolutions contradictoires et parfois en trompe-l'œil. L'essor économique indien s'est poursuivi à un rythme soutenu, du moins jusqu'en 2011. Pour autant, l'écart de puissance entre Pékin et Delhi s'est creusé, le PIB indien représentant moins du tiers du PIB chinois. Sur le plan intérieur, comme la Chine d'ailleurs (cf. ci-joint), l'Inde, et plus particulièrement le Parti du Congrès sont empêtrés dans de graves affaires de corruption. Sur le plan extérieur, tout en poursuivant sa *Look East Policy* et courtisant notamment le Japon et le Vietnam, l'Inde a maintenu un équilibre diplomatique et stratégique entre ses grands partenaires. L'embellie indo-américaine s'est poursuivie même si Delhi continue d'acheter une grande partie de ses armements à la Russie (80 % pour la période 2007-2011); l'important contrat de 126 avions de chasse remporté par le constructeur français Dassault (Rafale) en 2011 fait à cet égard figure d'exception. Si les relations entre l'Inde et le Pakistan ont connu une relative amélioration, ces deux puissances restent fondamentalement rivales en Afghanistan. La première n'est pas véritablement parvenue à capitaliser sur la présence militaire occidentale; la seconde, en dépit des tensions politiques et religieuses internes qu'elle connaît - tensions avivées par l'élimination physique par les Américains d'Osama Bin Laden en 2011 -, possède une grande partie des cartes (notamment la carte pachtoune) qui détermineront l'avenir du régime en place à Kaboul et la stabilisation de la situation des deux côtés de la ligne Durand.

De fait, toutes les capitales asiatiques se préparent, après le départ d'Afghanistan, des forces américaines et de l'Otan à compter de 2014, à un retour des Talibans au pouvoir. Les pays limitrophes comme l'Ouzbékistan ou le Tadjikistan ont pris un certain nombre de dispositions pour mieux se prémunir face à cette éventualité, le premier en se rapprochant à nouveau des États-Unis qu'ils avaient en 2005, peu après le massacre d'Andijan, exclus de la base de Karchi-Khanabad (K2) située au sud du pays, et le second en acceptant un retour des militaires russes le long de sa frontière méridionale, connue pour sa porosité et les trafics de drogue qu'elle tolère voire facilite. La Chine, elle-même a renforcé son dispositif de sécurité à l'est du corridor de Wakhan. Mais, dans le même temps, l'ensemble des États de la zone savent qu'ils devront collaborer avec le pouvoir qui prendra le contrôle de l'Afghanistan dans les années qui viennent, quel qu'il soit, excluant toute intervention militaire dans ce pays, dont, de toute façon, ils n'ont pas les moyens et dont ils ont pu, à plusieurs reprises, observer et mesurer les pièges.

L'Asie méridionale connaît une autre évolution notable : la plus grande présence chinoise dans l'Océan Indien, scrutée avec beaucoup de nervosité par Delhi où la thèse (d'origine amé-

ricaine) du « collier de perles » a fait flores. Cet activisme chinois est avant tout commercial et économique : il se concentre dans la construction ou l'extension d'installations portuaires civiles dans un grand nombre de pays bordant ces mers, à la fois en Asie (Sittwe en Birmanie, Chittagong au Bangladesh, Hambantota au Sri Lanka, Gwadar au Pakistan) et en Afrique (Berbera au Somaliland). Il a aussi pour but de faciliter et de diversifier l'approvisionnement de la Chine en hydrocarbures. Toutefois, pour le moment, bien des projets que l'on prête à Pékin n'ont pas été mis en oeuvre, le plus commenté étant l'installation très hypothétique d'une base navale chinoise à Gwadar et le plus irréaliste étant la construction d'un oléoduc reliant à travers le Karakorum, Gwadar à Urumqi au Xinjiang.

La décision prise par Pékin, en décembre 2008, de participer aux opérations contre la piraterie en mer dans le Golfe d'Aden est aussi de nature à inquiéter l'Inde qui y voit une nouvelle incursion dans la zone, et une volonté chinoise plus nette d'étendre jusqu'à l'Afrique la protection de ses voies maritimes d'approvisionnement. L'annonce, en 2011, de la mise à disposition d'une base logistique à la marine chinoise par les Seychelles a été aussi beaucoup débattue à Delhi, même s'il faut rester prudent sur les conséquences pratiques de cette décision par-delà le repos des équipages des bateaux de l'APL (ce que les Américains appellent le « R&R », *rest and recreation*) qu'elle permet. Par contre, Pékin a officiellement décliné l'offre faite peu avant par Islamabad de transformer le port pakistanais de Gwadar en base militaire chinoise.

Asie centrale

Quoique souvent perçue comme marginale car partie intégrante de l'ancienne Union soviétique, l'Asie centrale est plus nettement apparue ces dernières années comme un acteur à part entière de l'échiquier continental asiatique. Tout d'abord, la consolidation de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) et l'importance diplomatique croissante de ses sommets annuels ont multiplié les occasions d'échanges et de concertation entre les quatre « Stans » de l'OCS (Kazakhstan, Kirghizstan, Ouzbékistan et Tadjikistan) et les divers observateurs (Mongolie, Pakistan, Inde, Iran), pays de dialogue (Biélorussie, Sri Lanka et Turquie) et « invités de marque » (Turkménistan) ou encore « spéciaux » (Afghanistan) de l'OCS. Ces réunions au sommet ont aussi favorisé de nouvelles solidarités ou coopérations sur un certain nombre de questions de sécurité ou de nature plus économique et commerciale. Ainsi, au sommet de l'OCS tenu en juin 2012 à Pékin, la question afghane a occupé une large place. Les pays d'Asie centrale tirent parti de ces rencontres pour tisser des liens plus étroits notamment en matière énergétique avec des voisins possédant une fenêtre maritime, comme par exemple la Chine ou l'Iran. Toutefois, les États d'Asie centrale restent préoccupés soit par leurs tensions internes, comme le Kirghizstan qui fut, en 2010, le théâtre d'affrontement inter-ethniques particulièrement sanglants entre Ouzbeks et Kirghizes ou le Kazakhstan où de violentes grèves sur les bords de la mer Caspienne ont montré la vulnérabilité du régime de Noursultan Nazarbayev ; soit par des incertitudes politiques liées à la succession des hommes forts et des régimes centralisés à l'extrême qui dirigent leur destinée. Certains s'efforcent de tirer profit de l'irruption et de l'activisme de la Chine dans la région pour desserrer l'étau russe. Ainsi, fin 2008, le Turkménistan a ouvert un gazoduc qui lui permet d'exporter une partie croissante de sa production vers le Xinjiang chinois à travers l'Ouzbékistan et le Kazakhstan. Astana joue un jeu d'équilibre de plus en plus manifeste entre non seulement Moscou et Pékin, qui est devenu son principal partenaire commercial, mais aussi les capitales européennes, Tokyo et Séoul. Quant à l'Ouzbékistan qui se perçoit comme la puissance régionale - parce que la plus peuplée d'Asie centrale (28 millions d'habitants) -, il maintient ses distances à la fois à l'égard de la Chine et de la Russie. Tout en hébergeant, à Tachkent, le centre d'échange de renseignement de l'OCS en matière de lutte contre le terrorisme et les trafics de drogue, le gouvernement du président Islam Karimov ne coopère dans ce domaine qu'à minima avec les autres membres de cette organisation tout comme d'ailleurs en matière d'exer-

cices militaires communs (auxquels l'Ouzbékistan participe rarement) ; de même, en juin 2012, les autorités ouzbèks ont à nouveau décidé (elles s'en étaient déjà séparées entre 1999 et 2006) de quitter l'Organisation du traité de coopération et de sécurité (OTCS), la principale structure dirigée par la Russie qui garantit la sécurité en Asie centrale et perpétue les anciennes relations militaires entre Moscou et les capitales de cette région. Pour autant, comme on l'a vu, Tachkent ne s'est pas rapprochée de Pékin, mais de Washington avec laquelle elle s'efforce de se réconcilier pour mieux se préparer à « l'après-Karzai » en Afghanistan.

Océanie

Ces dernières années ont aussi vu un resserrement des liens entre l'Asie et l'Océanie et principalement l'Australie. Stimulés notamment par les besoins croissants de la Chine en matières premières, ces liens placent de plus en plus Canberra face à un dilemme : faut-il que l'Australie prenne acte de son intégration progressive à l'Asie orientale, qui la rapproche en particulier de Pékin et, dans ce cas-là, peut-elle maintenir ses relations traditionnelles de sécurité avec les États-Unis et sa place dans l'Anzus (Australia, New Zealand, United States Security Treaty) ? Ou au contraire, le contexte actuel d'après-guerre froide et d'interdépendance économique croissante ne permet-il pas à ce pays de maintenir son grand écart en renforçant à la fois sa coopération économique avec la Chine et sa coopération militaire avec les États-Unis ?

C'est manifestement pour la seconde hypothèse qu'a opté le gouvernement australien, que cela soit d'ailleurs celui du libéral John Howard ou des travaillistes Kevin Rudd ou Julia Gillard. Ainsi, en novembre 2011, Canberra a accepté avec enthousiasme le stationnement à Darwin, au nord du pays, de quelque 2 500 marines américains.

Cependant, on aurait tort d'exagérer la signification et la portée stratégiques de cette décision. En effet, d'une part, ce déploiement est avant tout symbolique. D'autre part, il est le résultat d'un transfert d'effectifs actuellement stationnés à Okinawa et à Guam. En outre, à plus long terme, la Marine américaine, probablement dotée à l'avenir de 250 bâtiments, contre environ 280 aujourd'hui, éprouvera, pour des raisons budgétaires, des difficultés grandissantes à maintenir dans le Pacifique occidental un équilibre stratégique qui lui soit favorable.

• • • Locomotive de l'économie mondiale, l'Asie occupe une place toujours plus centrale sur l'échiquier international. A l'évidence, la scène asiatique, en particulier est-asiatique, est dominée par le face-à-face sino-américain. Sans être totalement sino-centrée, cette région est obsédée par l'ascension de la Chine et son poids grandissant, désormais incontournable, sur les relations extérieures de la totalité des acteurs de la zone. Et bien que les États-Unis aient décidé de se réinvestir en Asie, peuvent-ils y déployer des moyens identiques et y imposer le même rapport de forces qu'hier ?

Pour autant, ces dernières années ont aussi vu les géants asiatiques révéler plus nettement leurs fragilités. Les croissances chinoise et indienne se ralentissent ; le Japon reste empêtré dans l'après-Fukushima. La succession politique à Pékin est grosse d'incertitudes. Et que dire de l'avenir de l'Afghanistan, peut-être aussi du Pakistan ? Autant d'interrogations et d'incertitudes à l'égard d'un continent qui, par ailleurs, a apporté au cours du dernier lustre un certain nombre de bonnes nouvelles : l'évolution birmane, le dynamisme de la Corée du Sud ou de l'Indonésie, ou encore la détente entre la Chine et Taiwan et, qui sait, peut-être demain, une prudente évolution de la Corée du Nord.

Essor économique, compétition stratégique, doutes et espérances résument donc aujourd'hui la nouvelle donne en Asie.

Jean-Pierre Cabestan

Bibliographie

Sophie Boisseau du Rocher, *L'Asie du Sud-est prise au piège*, Paris, Perrin, 2009.

Jean-Pierre Cabestan, « L'Asie est-elle «sino-centrée»? », *Politique étrangère*, 2/2012 (été), pp. 345-357.

Aaron L. Friedberg, *A Contest for Supremacy. China, America, and the Struggle for Mastery in Asia*, New York, Norton, 2011.

Marlène Laruelle, Jean-François Huchet, Sébastien Peyrouse et Bayram Balci édts, *China and India in Central Asia: A New «Great Game»? UK*, Palgrave Macmillan, 2010.

Claude Meyer, Chine ou Japon, *Quel leader pour l'Asie?* Paris, Presses de Sciences-Po, 2010.

La Chine

La Chine est aujourd'hui un acteur majeur des relations internationales. Sur tous les continents, ses diplomates, ses produits, ses hommes d'affaires et ses migrants sont présents, réorganisant pas à pas la donne mondiale. Deuxième puissance économique de la planète depuis 2010, la Chine aspire, de par la taille de sa population, le dynamisme de son développement, la rapide modernisation de son armée, le prestige de sa civilisation et les ambitions de ses élites au rang de numéro un, détrônant probablement les États-Unis d'ici 2030 ou 2040. Depuis 2008, année des Jeux olympiques de Pékin mais aussi du début de la crise financière mondiale, pétries de nationalisme et capitalisant sur leurs succès, les autorités de Pékin ont entrepris d'asseoir leur puissance. Cette ascension de la Chine est-elle irrésistible ?

Les objectifs de la politique internationale

Si les objectifs internationaux de la Chine se démultiplient et se diversifient en fonction de la montée en puissance du pays, leur hiérarchie est assez claire. Les motivations traditionnelles ou encore classiques l'emportent nettement : en tête, le maintien de la souveraineté nationale qui passe en particulier par l'unification avec Taïwan et l'affirmation de revendications territoriales sur son domaine maritime en mer de Chine méridionale et orientale, ainsi que par la non-ingérence dans ses affaires intérieures, tant pour ce qui concerne les activités dissidentes que pour les questions du Tibet et du Xinjiang. C'est ce que Pékin appelle depuis la fin des années 2000, la protection de ses « intérêts fondamentaux » (*hexin liyi*) avec, au premier chef, la perpétuation du pouvoir monopolistique du Parti communiste chinois.

Ces objectifs portent également sur la restauration du magistère chinois en Asie, et en particulier en Asie orientale moyennant un affaiblissement progressif de l'influence diplomatique, du poids économique et du dispositif militaire des États-Unis dans la zone. Pour Pékin, cette ambition passe par un éloignement de la VII^e flotte américaine de ses côtes, y compris de ses zones économiques exclusives (ZEE, 200 miles marins), par un affaiblissement des alliances nouées par Washington avec Tokyo, Séoul, Manille, Bangkok et Canberra aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale ainsi que de ses liens de sécurité particuliers mais vitaux maintenus avec Taïpei à la suite de la normalisation sino-américaine de 1979. On serait tenté de placer, juste après ces deux objectifs cardinaux, les objectifs économiques et financiers

internationaux de la Chine tant ceux-ci ont concouru à la montée en puissance du pays et occupent désormais une place primordiale dans sa diplomatie. De fait, l'accession à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), effective en 2001, a été le grand dossier de la décennie 2000 ; l'économie chinoise a su beaucoup mieux tirer parti de cette adhésion que ses concurrentes. De même, les avoirs de Pékin en devises (3,2 trillions de dollars américains en 2012) et son interdépendance sans précédent avec « l'économie monde », au premier chef avec Washington, participent à son action extérieure. Pour la Chine, l'accès sans restriction aux marchés d'exportation, principalement américain et européen, est devenu aussi primordial que l'accès sécurisé aux matières premières, en particulier aux pays producteurs de pétrole et de gaz du Moyen-Orient, d'Afrique ou d'Asie centrale. La crise financière mondiale qui a éclaté en 2008 a montré très clairement l'importance, pour le gouvernement chinois, de la bonne santé économique de ses partenaires comme des nouvelles arènes de concertation, sinon encore de décision, que sont par exemple le G20 ou l'Apec (coopération économique pour l'Asie-Pacifique). En résumé, la Chine est devenue une *puissance mercantile*, cette réalité déterminant pour une large part ses intérêts internationaux.

Les autres objectifs de la politique étrangère chinoise s'organisent autour de l'idée maîtresse de multipolarité. Afin d'affaiblir les États-Unis perçus comme l'obstacle principal à sa réunification avec Taïwan, à sa domination de l'Asie et à sa montée en puissance dans le monde, la Chine soutient l'ensemble des nouveaux pôles nationaux ou régionaux susceptibles de concourir à ces objectifs. C'est ainsi que, dès les lendemains du massacre de Tiananmen (1989), Pékin s'est efforcé de mettre en place des accords de « partenariat » stratégique ou globaux avec un nombre croissant de capitales « qui comptent ». Conçues comme des relations privilégiées de nature à minimiser les questions qui fâchent, de tels partenariats ont d'abord été conclus avec des États comme la Russie ou la France, puis avec de grands pays en développement comme le Brésil ou l'Afrique du Sud. Ils ont aussi été étendus à des organisations régionales, comme en 1998 l'Union européenne, une structure supra-étatique dont les autorités chinoises attendaient beaucoup, escomptant qu'elle puisse faire contrepoids aux États-Unis, du moins avant l'éclatement de la crise financière en 2008. Le volet économique de ces partenariats ne doit pas être

négligé. Ainsi, peut-on déceler la même logique dans la conclusion, en 2004, du partenariat puis, en 2010, de l'accord de libre-échange tissé avec l'Association des nations de l'Asie du sud-est (Asean), une organisation que Pékin courtise depuis longtemps sur les plans diplomatique et commercial.

Mais le gouvernement chinois a aussi innové en la matière en facilitant la création de structures régionales sur lesquelles il peut exercer une emprise plus nette, voire déterminante : c'est le cas en particulier de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) qui rassemble depuis 2001, outre la Russie et la Chine, quatre des cinq États d'Asie centrale (v. Notice Asie). C'est le cas aussi, depuis leur lancement en 2003, des « pourparlers à six » (Chine, Corée du Nord, Corée du Sud, États-Unis, Japon et Russie) sur la question nucléaire nord-coréenne : si ces discussions n'ont guère avancé sur ce dossier, elles ont permis à Pékin d'acquiescer une plus grande influence sur l'avenir du régime de Pyongyang et sans doute aussi sur l'ensemble de la péninsule coréenne, *via* une structure de sécurité qui pourrait jouer, à terme, un rôle plus important en Asie du Nord-Est. C'est enfin le cas, plus récemment, des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud, v. Notice 24). S'ils ne forment pas à proprement parler une organisation, ces cinq principaux pays « émergents » se réunissent régulièrement et affichent sur un nombre croissant de sujets diplomatiques, financiers ou environnementaux, des positions communes qui contribuent à affaiblir, sinon à marginaliser, les structures traditionnelles de concertation des « pays riches » que sont le G8 ou l'OCDE. A travers ce dernier exemple, on mesure les objectifs désormais globaux de la Chine. Si la place essentielle qu'occupent les Nations unies et les autres organisations internationales interétatiques dans la diplomatie chinoise remonte au remplacement, en 1971, de Taïwan par Pékin au siège de la Chine à l'Onu et à l'acquisition du statut de membre permanent au Conseil de sécurité, la participation de la République populaire y est autrement plus active que par le passé. La Chine y impose moins souvent son veto, s'y abstient avec plus de circonspection et entend démontrer qu'elle en est devenue sinon une force de proposition, du moins un membre constructif : la participation chinoise aux opérations de maintien de la paix de l'Onu, notamment en Afrique, illustre selon elle cette nouvelle ambition. Elle a adopté, il est vrai, une approche parfois plus souple en matière de non-ingérence dans les affaires intérieures (par exemple au Darfour après 2007 ou en Libye en 2011) et hésite moins à prendre part, quoique de manière distincte, à des opérations multilatérales de sécurité (lutte contre la piraterie dans le Golfe d'Aden à partir de décembre 2008).

Ces récentes évolutions comportent d'évidentes limites : dans la crise syrienne qui a éclaté en 2011, comme la Russie également proche de l'Iran, la Chine refuse d'imposer des sanctions contre le régime de Bashar El-Assad. Plus largement, Pékin n'accepte les règles multilatérales que de manière très sélective, multipliant les réserves et autres limites juridiques, que ce soit dans les domaines des droits de l'homme, du droit de la mer ou en matière commerciale. Ce faisant, le gouvernement chinois alimente les critiques de ses détracteurs qui l'accusent de rechercher les avantages de la puissance sans en accepter les nouvelles responsabilités.

Quoiqu'il en soit, la République populaire promeut en priorité la multipolarité et non le multilatéralisme, car l'un est de nature à accroître sa marge de manœuvre alors que l'autre, au contraire, est susceptible de la réduire.

Au total, la Chine a pour principal objectif sur le plan international de favoriser l'émergence d'un nouvel équilibre des puissances qui, non seulement, lui soit plus avantageux mais renforce la position des pays dits du « Sud » par rapport à un « Nord » qui, dans le vocabulaire idéologique et diplomatique de Pékin, est synonyme d'« Occident ». Ainsi, peut-on constater que les buts extérieurs et intérieurs du PC chinois coïncident parfaitement : seul un environnement pacifique où l'Occident, et notamment les États-Unis, exercent une influence décroissante peut garantir le succès de l'essor économique de la République populaire et la consolidation de son régime politique. Pour ce faire, les autorités chinoises sont en mesure de mobiliser des moyens nettement plus importants et diversifiés qu'il y a dix ans.

Des moyens plus importants et diversifiés

La Chine populaire a toujours été dotée d'une diplomatie dynamique et écoutée, sinon efficace et respectée. Elle dispose, désormais, de moyens économiques, militaires et même culturels beaucoup plus importants pour appuyer son action internationale. En d'autres termes, aux outils de puissance dure (*hard power*) ou classique, les autorités de Pékin s'efforcent de plus en plus souvent d'associer des instruments qu'elles rattachent à la puissance douce (*soft power*).

La politique étrangère chinoise est mise en œuvre par un corps de diplomates et un réseau d'ambassades particulièrement vastes, probablement le deuxième au monde en termes de personnels et de densité. Mieux formés qu'auparavant et maniant plus souvent les langues des pays où ils sont affectés, les personnels du corps diplomatique ont reçu pour instruction, au moins depuis la fin des années

1990, d'être plus visibles et d'afficher plus systématiquement le point de vue de leur gouvernement, y compris dans les médias. Afin d'appuyer la stratégie d'« ascension pacifique », ou plutôt de « développement pacifique » chère au Président Hu Jintao et à ses successeurs, ils ne sont plus encouragés à s'emporter verbalement lorsque les intérêts chinois sont mis en cause mais incités à rappeler calmement la position de leur pays et à capitaliser sur les multiples contraintes auquel celui-ci fait face. Autre élément important, les ambassades et consulats de la République populaire coopèrent étroitement avec les entreprises publiques et privées chinoises en quête d'implantations ou de marchés nouveaux et occupent désormais une part notable de leur temps à gérer et protéger les communautés chinoises expatriées aux quatre coins du monde dont le nombre va croissant.

Si les diplomates contribuent au succès du volet économique et commercial de l'action internationale de la Chine, ils sont loin d'être les seuls acteurs. Les grands groupes d'État en particulier des secteurs énergétiques et des infrastructures, les entreprises publiques des collectivités territoriales, les chambres de commerce chinoises à l'étranger, les investisseurs privés et les travailleurs migrants, tous d'une manière ou d'une autre concourent à ce développement et façonnent l'image internationale de leur pays. Si cette multiplicité d'acteurs est de nature à compliquer l'action des autorités chinoises, la coordination des postes diplomatiques et plus largement des pouvoirs publics est beaucoup plus perceptible que dans de nombreux autres pays. Ainsi, le poids significatif de l'économie étatisée favorise l'apparition de ce que certains observateurs ont appelé « *China Inc.* » sur la scène mondiale.

Quoiqu'il en soit, le dynamisme des entreprises et du commerce extérieur chinois ont permis à la République populaire d'accumuler des moyens financiers considérables qui, s'ils contribuent directement à creuser les déséquilibres de l'économie mondiale, dotent Pékin d'armes particulièrement efficaces dans les négociations internationales, y compris avec ses grands partenaires que sont les États-Unis, l'Union européenne, le Japon, ou même la Russie et l'Inde. Ces nouveaux moyens permettent aussi à la Chine, tablant sur la lenteur des procédures de règlement des différends, d'ignorer plus aisément les règles de l'OMC qui entravent ses intérêts. Ils imposent enfin à de nombreux pays une relation commerciale, et souvent aussi politique, de plus en plus asymétrique dont Pékin tire directement profit.

Les moyens militaires que la Chine peut mettre au service de son action internationale vont aussi croissant, quoiqu'à un rythme moins impressionnant tant

l'écart avec les autres grandes puissances était profond. Mais l'Armée populaire de libération (APL) se modernise vite. Le budget chinois de la défense a triplé au cours des dix dernières années pour atteindre officiellement 106 milliards de dollars en 2012 et officieusement entre 160 et 200 milliards (à titre de comparaison, le budget américain de la défense est de plus de 500 milliards hors Irak et Afghanistan). La marine et l'armée de l'air chinoises se sont dotées de matériels modernes, en partie achetés à la Russie (destroyers, sous-marins) ou assemblés avec son aide (avions de chasse Su-30), en partie conçus et fabriqués localement (missiles, frégates, avions de chasse J-10). Ayant pour projet de s'équiper à terme de trois porte-avions (dont un est entré en service en septembre 2012), l'APL entend peu à peu s'imposer non seulement sur les mers territoriales et eaux économiques exclusives que Pékin revendique mais aussi, au-delà, sur une première chaîne d'îles (Japon, Ruykyu, Taiwan, Philippines, Bornéo, détroit de Malacca), puis, à terme, une seconde délimitée par le Japon, Guam et la Papouasie-Nouvelle Guinée.

Pour l'heure, l'APL a déjà la capacité d'imposer un rapport des forces défavorable à Taiwan, ce qui complique toute intervention américaine dans le détroit et en augmente considérablement les coûts militaires et politiques. La République populaire est aussi en mesure de peser militairement, *via* sa flotte, sur ses voisins immédiats, que ce soit le Japon et les pays de l'ASEAN, notamment le Vietnam et les Philippines qui contestent certaines de ses prétentions en mer de Chine méridionale. Elle s'efforce aussi, mais sans succès pour le moment, d'interdire à la VII^e flotte américaine de pénétrer sans autorisation dans les ZEE qu'elle revendique.

Toutefois, l'APL n'est pas la seule agence de sécurité chinoise chargée de garantir le périmètre maritime de la Chine. Pas moins de cinq administrations, dont certaines sont dotés de bateaux militaires, en particulier l'administration océanique et celle des pêches, participent à cette surveillance constante. En dépit des problèmes de coordination qu'elles rencontrent, ces agences, équipées d'un nombre croissant de navires modernes, ont imposé, sur le plan stratégique, un nouveau rapport de forces sur le pourtour maritime de la République populaire, notamment en mer de Chine du Sud face à des voisins sud-est asiatiques démunis ou sous-équipés.

Enfin, la Chine s'efforce depuis la fin des années 2000 de valoriser sa puissance douce afin d'en faire une nouvelle force d'attraction propre à défendre, plus qu'à promouvoir, son modèle de développement autoritaire. Souvent compris à Pékin comme englobant à la fois des moyens d'actions économiques, commerciaux et culturels, le *soft power* chinois s'est

cependant concentré sur la diffusion de la langue et de la civilisation (traditionnelle) chinoises, et plus généralement d'une image positive de la République populaire. Le gouvernement chinois a financé, à cet effet, la mise en place d'une multitude d'instituts Confucius dans le monde (plus de 350 en 2012) et offre un nombre croissant de bourse d'études, en particulier dans les pays du Sud ou les nouveaux émergents.

Difficultés et limites de l'ascension chinoise

L'ascension chinoise est-elle pour autant irrésistible ? Car la République populaire de Chine n'en demeure pas moins un pays émergent. Sur le plan intérieur, non seulement, elle doit subvenir aux besoins matériels et spirituels, chaque jour plus nombreux et plus complexes, d'une société en pleine urbanisation et en constante transformation, mais doit encore trouver un modèle de croissance durable et équilibré et mettre en place un système politique représentatif et capable de garantir la stabilité et le bon fonctionnement à long terme de ses institutions. En mars 2012, la chute de Bo Xilai, l'ambitieux secrétaire du Parti communiste de la province de Chongqing, a montré combien ce système est difficilement réformable tant il est gangrené par les privilèges, la corruption et le népotisme d'une nomenklatura communiste devenue ploutocratique.

Sur le plan extérieur, la Chine populaire n'a toujours pas achevé son unification avec Taiwan, bien qu'elle soit parvenue à lui imposer une politique d'accommodement ; elle peine à se faire respecter sur son pourtour maritime et régional où pourtant

elle concentre son attention et ses ressources ; et doit continuer de coexister pour encore sans doute très longtemps non seulement avec la puissance américaine, mais aussi avec les autres grandes puissances asiatiques que sont le Japon, l'Inde, la Russie et probablement demain aussi l'Indonésie. En outre, son souci d'affirmer sa puissance a contribué non seulement à renforcer les systèmes d'alliance américains qu'elle souhaitait justement affaiblir et à convaincre les États-Unis, pressés par de nombreux pays asiatiques (du Vietnam à l'Inde, de Singapour au Japon), de recentrer son dispositif militaro-stratégique en Asie-Pacifique (v. Notice 19).

••• La politique étrangère et de sécurité chinoise est donc à bien des égards paradoxale : affirmant chaque jour sa puissance et son assurance, Pékin connaît aussi ses faiblesses et ses fragilités, mettant en avant, selon les circonstances et les buts recherchés, soit les premières, soit les secondes. Depuis le début de ses réformes et de son ouverture, en 1979, la Chine a dû adapter ses objectifs internationaux à la fois à ses besoins intérieurs et à la mondialisation sans précédent de son économie et de sa société. Cependant, le gouvernement chinois est aux prises avec un environnement international, notamment asiatique, qui tout en restant dominé par l'Occident et les États-Unis, est plus difficile à maîtriser que par le passé. On peut s'interroger, dès lors, sur le caractère bénéfique, pour la Chine, d'une multipolarité, ou plutôt d'une diffusion ou dissémination de la puissance, qu'elle a pourtant, depuis la fin de la guerre froide, ardemment souhaité et favorisé.

Jean-Pierre Cabestan

Bibliographie

Jean-Pierre Cabestan, *La politique internationale de la Chine. Entre intégration et volonté de puissance*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 2010.

Jean-Pierre Cabestan, Jean-françois Di Meglio, et Xavier Richet, éd. *China and the Global Financial Crisis : A Comparison with Europe*, Oxon & New York, Routledge, 2012.

Sébastien Colin, *La Chine et ses frontières*, Paris, Armand Colin, 2011.

François Godement, *Que veut la Chine ? De Mao au capitalisme*, Paris, Odile Jacob, 2012.

Lyle J. Goldstein, *Five Dragons Stirring Up the Sea : Challenges and Opportunity in China's Improving Maritime Enforcement Capabilities*, Newport, RI, US Naval War College, avril 2010.

Carine Pina-Guerassimoff, *La Chine et sa nouvelle diaspora - La mobilité au service de la puissance*, Paris, Ellipses, 2012.